

La solidarité contre l'obsession sécuritaire et identitaire

Un vent de panique souffle au Canada et un peu partout dans le monde depuis au moins les attentats du 11 septembre 2001. Le fiasco des guerres d'Irak et d'Afghanistan n'a rien changé à l'attitude arrogante des autorités publiques : au lieu d'admettre comment et pourquoi ces fautes graves ont ravagé les premières années du nouveau siècle, les élites politiques se croient aujourd'hui tout permis en raison des peurs qu'elles confectionnent et entretiennent avec la complicité des médias et d'une partie de la population. En effet, la militarisation de la sécurité publique, les dérives de nos démocraties et des débats au sein de la société civile illustrent une spirale d'affolements dont personne ne peut ignorer les dangers.

À cette terreur provoquée de façon irresponsable par nos dirigeants répond de manière symétrique un discours sécuritaire, comme si celle-ci était faite sur mesure pour celui-là. Nos gouvernements s'inscrivent sans hésiter dans une logique que l'on peut observer un peu partout dans le monde. L'élite politique québécoise n'est pas en reste : elle passe de la peur du terrorisme à celle de l'étranger et voit dans l'affirmation identitaire une réponse à des craintes qu'elle ne cesse au contraire d'attiser.

Un tel discours sécuritaire, qui gagne constamment en intensité, a deux conséquences générales qui convergent et produisent un ensemble d'autres effets pernicioeux.

La première conséquence est l'obsession du contrôle. Nos gouvernements justifient l'augmentation des pouvoirs arbitraires sous prétexte de notre protection. Au final, nous ne sommes ni libres, ni mieux protégés. Est-il exagéré de dire une telle chose ?

Non, si nous prenons vraiment au sérieux la manière dont se traduit l'obsession actuelle du contrôle.

En son nom, chaque individu, au Nord comme au Sud, à l'Ouest comme à l'Est, fait l'objet d'une surveillance étatique et policière accrue. En son nom, des mesures législatives liberticides s'adjoignent à celles déjà en place.

On nous explique que l'obsession de contrôle ne s'oppose pas à la liberté car celle-ci dépend de la sécurité. Il n'est dès lors guère étonnant de voir adoptées des mesures antiterroristes qui portent atteinte à la liberté d'expression au nom même de la liberté. Les politiciens surfent dangereusement sur les craintes et les ressentiments de la population et proposent de nouveaux verrous à la pensée, au discours critique et à l'information.

Peut-on vraiment penser que nous sommes mieux protégés dans de telles conditions ? Ou plutôt, qui ou quoi veut-on protéger au juste ? La méfiance de l'étranger et ces politiques sécuritaires permettent d'augmenter la capacité de contrôle des plus puissants au détriment des plus faibles.

Elles masquent voire cautionnent l'exploitation, l'augmentation de la précarisation, le déni de la justice sociale, l'accroissement fulgurant des écarts entre riches et pauvres.

Tout cela pourquoi ? Certainement pas pour notre sécurité. La capacité du Service de sécurité d'agir dans l'ombre, la mise entre parenthèses de nos droits fondamentaux, la criminalisation de la parole publique sous prétexte de lutter contre la propagande, tout cela ne peut que nous faire peur, pas nous rassurer. Or, le contrôle de la peur est la marque par excellence d'un pouvoir incapable de démocratie, voire même antidémocratique.

La seconde conséquence est celle du repli sur soi. Les populations migrantes, forcées de se déplacer pour trouver un travail, ou tout simplement pour survivre, se trouvent soumises à l'arbitraire des choix publics qui refusent de leur reconnaître des droits en raison de leur statut et encouragent la xénophobie.

Au nom de la sécurité, nous fermons nos frontières. L'aide internationale au développement est remise en cause pour de mêmes prétextes. Le Nord aime dans le Sud ce qui lui est utile : il tient à ce que tout reste en ordre pour ses vacances et pour la bonne marche du commerce.

Sur la scène locale, on prétend combattre pour la neutralité des institutions alors qu'en réalité on assiste à une stigmatisation des musulmans. Partout on entend les comparaisons les plus douteuses, comme si les hordes d'Allah allaient envahir le monde. Le démantèlement de services publics comme la santé ou l'éducation, la mise aux enchères du bien commun, tout cela se trouve dissimulé par une mise en scène sensationnaliste où on imagine des pouvoirs dangereux entre les mains des minorités pendant qu'en réalité celles-ci se voient dépossédées de leurs droits, calomniées et accusées de tous les maux. La laïcité, outil de nos démocraties, devient l'antonyme de la tolérance au lieu d'en être l'instrument.

Et dans ce portrait, les peuples autochtones, toujours oubliés sauf quand vient le temps de les dominer, continuent de vivre sous une loi absurde et font les frais des politiques d'austérité, tout cela dans le plus grand mépris de leur droit à l'autodétermination. Et pourtant, s'il y a une menace pour la paix, les siècles passés ont prouvé qu'elle venait de nous et non d'eux.

La résurgence du discours sécuritaire montre si besoin était le rôle crucial des organisations de défense des droits et libertés. Qu'il s'agisse de volonté de contrôle ou de repli sur soi, dans chaque cas nous assistons à une vague de discriminations qu'il nous faut condamner. Nous ne pouvons permettre qu'une personne soit traitée différemment d'une autre. Nous ne pouvons accepter qu'il existe plusieurs catégories de citoyennes et de citoyens, et qu'une hiérarchie s'impose entre nous selon les préférences et les intérêts des élites sociales et politiques. Nous ne pouvons autoriser des politiques d'austérité qui s'ajoutent aux injustices déjà vécues par les immigrantes et les immigrants. On ne saurait souscrire à une polarisation pernicieuse attisée par une alternative artificielle entre la soi-disant authenticité d'un « nous » et un autre qui n'a pas même le visage de sa culture mais celui, déformé, de nos préjugés.

La démocratie exige de ne rien céder sur ces enjeux. Il nous faut lutter, encore et toujours, car si nous pouvons vaincre l'ignorance, les préjugés, la ségrégation et le racisme, il y a encore beaucoup à faire. Et notre tâche s'annonce chaque jour plus importante, mais chaque jour plus lourde, devant les nouveaux habits du populisme et de la démagogie. Voilà pourquoi il faut combattre le faux et l'ignorance par la mobilisation des savoirs. Voilà pourquoi il faut combattre la discrimination par la solidarité.

Publié à Montréal le 14 octobre 2015 par la Ligue des droits et libertés